

La chaîne du logement unie en attente de réponses

PRESIDENTIELLES 2012. Différentes organisations du logement ont décidé d'interpeller les candidats à la présidentielle afin d'obtenir une réflexion profonde ainsi que des mesures concrètes sur plusieurs points. Ils ont donné rendez-vous aux prétendants le 5 avril prochain afin qu'ils exposent leurs propositions. Découvrez les cinq questions sur lesquelles ils seront invités à débattre.

A lire aussi

[Logement](#)

- [Le toit, une solution à la production de logements](#)
- [Le SNAL réclame plus de terrains constructibles](#)

Construire plus pour gagner plus de... logements. Le constat est évident et surtout réalisé depuis longtemps, mais reste à savoir comment résoudre l'équation. C'est dans cette optique que plusieurs acteurs* du secteur se sont regroupés pour interpeller les candidats à la présidentielle afin de définir précisément et dans la durée les moyens à mettre en œuvre.

Côté bilan, les organisations s'accordent à dire qu'on construit mieux, beaucoup, mais pas encore assez. Sans oublier de mentionner qu'il faut construire tout en étant en adéquation avec les revenus des ménages. Ils concèdent également que certains besoins ont été mal anticipés car les modes de vie ont évolué (famille recomposée, davantage de divorces, vieillissement de la population). Autre changement intervenu ces dernières années : la "territorialisation". «*Il faut redéfinir les zonages, mieux produire*», précisent les organismes, en ajoutant qu'il faut pour cela bien identifier les besoins

Coût de construction élevé

Dans ce panorama, le coût de construction tient également sa part de responsabilité dans les prix du logement neuf. Pour expliquer cette dérive, les acteurs avancent plusieurs facteurs : l'évolution du temps de travail, les difficultés d'organisation de la filière, l'augmentation des prix des matières premières et l'impact des nouvelles réglementations. Ce qui fait dire à Didier Ridoret, président de la FFB, qu'il va falloir «*accentuer la prévision et les études de terrain*» en amont des chantiers. On peut également souligner que les nouvelles réglementations ne permettent pas forcément de faire baisser les coûts dans le neuf.

S'appuyant sur cet état des lieux, ils ont extrait sept thèmes : «*On a beaucoup et mieux construit depuis plusieurs décennies ; pour autant, nous sommes confrontés aujourd'hui à une crise aussi bien quantitative que qualitative ; les problèmes s'accumulent : problème de prix et de solvabilité des locataires et des acquéreurs, difficultés croissantes dans les parcours résidentiels ; problèmes de financements ; problème des coûts de construction, problème de foncier ; lien emploi/logement ; pour autant, le logement constitue un élément clef de l'activité et de l'emploi*», souligne l'ensemble des interlocuteurs.

Si ces sujets sont cruciaux, la principale interrogation réside sur le financement : «*Comment assurer un objectif 500.000 logements dans un contexte économique difficile?*», glisse Marc Pigeon, président de la FPI. Comment déployer des mesures qui ne sont pas coûteuses sans que ce soit des «mesurettes»? Le débat est lancé et les organisations et organismes ont pris date le 5 avril 2012 et promettent de dévoiler leurs idées communes.

Découvrez les cinq questions posées aux candidats à la présidentielle en page 2

* Fédération Française du Bâtiment (FFB), Syndicat National des Aménageurs Lotisseurs (SNAL), Fédération des Promoteurs Immobiliers (FPI), Union des Maisons Françaises (UMF), Union Sociale pour l'Habitat (USH), Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSAFA), UESL-Action Logement, Fondation Abbé Pierre, Union Nationale des Economistes de la Construction (UNTEC).